

# Dans l'ombre du général « Oméga », le dernier carré des FDLR

Olivier Liffra

Africa Intelligence, 12 juin 2026

**Honni par le pouvoir de Paul Kagame qui le traque dans l'Est congolais, Pacifique Ntawunguka s'attelle à la mission fixée par son mouvement depuis sa création : survivre en attendant un illusoire retour au Rwanda. Profondément imprégné de l'idéologie qui a conduit au génocide de 1994, il s'appuie sur un cercle restreint de commandants, de responsables du renseignement et de doctrinaires.**

Le général Pacifique Ntawunguka, alias "Omega", est un homme traqué. Depuis près de trois décennies, le pouvoir rwandais de Paul Kagame cible un à un les cadres politico-militaires des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), constituées à l'origine de génocidaires hutus.

À la tête de la branche armée du mouvement, baptisée les Forces combattantes Abacunguzi (Foca), Omega a longtemps trouvé refuge dans une zone située près du volcan Nyiragongo, à l'intérieur du parc national des Virunga.

Courant 2025, lui et ses hommes ont dû fuir ce sanctuaire en raison de l'intensification des

offensives menées par les rebelles de l'Alliance fleuve Congo (AFC)-M23, secondés par des éléments de la Rwanda Defence Force (RDF). Leur localisation est depuis incertaine. Il est fait mention d'un nouveau quartier général à Shingisha, dans le territoire de Masisi. Malgré des effectifs réputés modestes (entre 1 000 et 2 500 combattants selon les sources), les FDLR-Foca demeurent au cœur du narratif déployé par Kigali dans la crise qui l'oppose depuis 2022 à Kinshasa.

## Trente ans de maquis

Incapable de contrecarrer l'avancée des rebelles, le pouvoir congolais a très tôt misé sur les FDLR et leurs hommes formés et rompus à la guerre asymétrique, dans les collines boisées du Nord-Kivu. Pour mener ses troupes, Omega, secondé par son adjoint, le général-major Cyprien Uzabakiriho, alias "Ave Maria", s'appuie sur un état-major et des chaînes de commandement bien établis.

Le renseignement militaire (le bureau "G2") est assuré par le général de brigade Sé-



Un projectile explose à l'extérieur de la ville de Goma, en février 2025. © Hugh Kinsella Cunningham/Getty Images/AFP

bastien Uwimbabazi, alias "Nyembo Abdallah", qui coordonne les réseaux Foca dans les territoires du Masisi et de Walikale, tandis que les opérations militaires (bureau "G3") sont chapeautées par le général de brigade Lucien Nzabanita. Quant aux forces spéciales des Foca, regroupées sous l'intitulé Commando de recherche et d'action en profondeur (Crap), elles sont dirigées par le colonel Pierre-Célestin Rurakabije, alias "Simba Guillaume", et non, comme l'affirment par erreur le groupe d'experts des Nations unies et le département du Trésor américain, par le colonel Gustave Kwayo, surnommé "Surkouf". Ce dernier est en réalité le commandant d'un des deux sous-secteurs opérationnels des Foca. "Simba Guillaume" a pris la

relève du colonel Protogène Ruvugayimikore, assassiné en décembre 2023 par un combattant des FDLR-Foca.

Malgré trente ans de maquis, les FDLR ont conservé un état-major professionnalisé, directement inspiré des Forces armées rwandaises (FAR), l'armée défaite en 1994 après que le Front patriotique rwandais (FPR) de Paul Kagame a pris le pouvoir à Kigali. Plusieurs commandants des FDLR-Foca sont d'anciens membres des FAR. C'est le cas d'Omega, alors jeune officier formé en Égypte et en France, qui s'est battu contre le FPR avant de prendre le chemin de l'exil de l'autre côté de la frontière. Dans l'ancien Zaïre, ils ont dupliqué cette culture militaire qu'ils inculquent aux nouvelles recrues. Il existe ainsi une école pour officiers, connue sous le nom de "Paris", près du volcan Nyiragongo.

Cette structuration explique la résilience du mouvement. La mort, en septembre 2019, de leur ancien chef militaire, Sylvestre Mudacumura, tué lors d'une offensive menée probablement par les RDF – bien qu'officiellement attribuée aux Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) –, n'a pas provoqué l'effondrement attendu des FDLR. Alors adjoint de ce dernier, Omega a pris la relève en poursuivant la même stratégie : celle d'une organisation militaire en perpétuelle survie, mobile et profondément enracinée dans l'Est congolais.

## Pacte de circonstance

Affaiblis par des dissensions internes, en lutte contre les FARDC et les incursions de

l'armée rwandaise, les FDLR-Foca ont paradoxalement repris vigueur à la faveur de la montée en puissance de l'AFC-M23. Omega a rapidement compris l'intérêt de former un pacte de circonstance avec l'armée congolaise. Celui-ci s'est noué à Pinga, en mai 2022, à l'initiative du brigadier-général Peter Cirimwami – devenu gouverneur militaire de Goma, ce dernier a été tué lors de la grande offensive rebelle en janvier 2025. Cette alliance s'est traduite par des versements d'argent, des livraisons d'équipement militaire, ainsi que, surtout, l'organisation d'opérations conjointes.

Les deux parties ont pu éprouver leur collaboration en octobre 2023, lors d'une opération conjointe qui ciblait la zone de Nturo, dans le Nord-Kivu. Celle-ci mêlait des éléments des FARDC, en particulier issus de l'unité d'élite "hiboux", qui étaient chapeautés par le major Peter Kabwe, des membres des Crap dirigés par un officier dénommé "lieutenant", Noheli Nyiringabo, alias "Seigneur de guerre", ainsi que des Wazalendo, du nom de cette nébuleuse de groupes armés opérant aux côtés de l'armée congolaise.

Mû autant par opportunisme que par la crainte de voir les rebelles du M23 soutenus par Kigali s'emparer du Nord-Kivu, Omega a poussé très loin le curseur de l'hybridation avec les FARDC. Certaines unités Crap ont ainsi séjourné dans la base militaire de Mubambiro, une localité stratégique située à une vingtaine de kilomètres à l'ouest de Goma, devenue au fil des mois un véritable point de jonction entre soldats congolais, groupes Wazalendo et combattants des FDLR-Foca.

## Les idéologues des FDLR

Cette imbrication permet aussi aux FDLR-Foca de diffuser leur idéologie auprès des autres groupes armés. Derrière les opérations militaires et les alliances de circonstance, le mouvement a conservé un appareil doctrinal directement inspiré de l'idéologie mortifère qui a conduit au génocide de 1994. Outre une vision raciale, celui-ci entretient le récit d'un Rwanda "perdu" qu'il faut reconquérir par la force, ainsi que la mémoire de l'exil dans l'ancien Zaïre qui a suivi la victoire militaire du FPR.

Cette transmission est assurée dans les centres de formation du mouvement, gérés par le brigadier-général Mutunzi Bernard, alias "Manzi", où se rendent régulièrement des responsables du mouvement. Parmi ces idéologues figuraient, avant son assassinat, le colonel Protogène Ruvugayimikore, remplacé par Gustave Kubwayo, mais aussi le président par intérim de la branche civile des FDLR, Gaston Iyamuremye, alias "Victor Byiringiro" ou "Rumuli".

Ce dernier, ainsi que d'autres hauts responsables du mouvement, étaient cadres ou officiers au sein de l'appareil d'État en 1994. C'est le cas notamment d'Ezéchiel Gakwerere, secrétaire au haut commandement Foca, arrêté début 2025 à Goma par le M23 avant d'être remis aux autorités rwandaises. Celui-ci est cité dans le dossier du Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) sur les crimes commis à Butare en 1994, dont l'assassinat de la reine Rosalie Gicanda, une proche parente de Paul Kagame.

Si le centre de gravité du mouvement s'est

peu à peu déplacé vers le militaire, Gaston Iyamuremye fait toujours figure de gardien de la continuité politique et mémorielle. Il faisait ainsi partie du noyau dur historique du mouvement aux côtés de son ancien président Ignace Murwanashyaka. Le décès de ce dernier, en Allemagne, en 2019, a contribué à effacer progressivement la vitrine civile des FDLR au profit d'Omega.

## La duplicité présumée de Kinshasa

Le pouvoir de Paul Kagame, qui voit dans les FDLR et leur idéologie génocidaire une "menace existentielle", a fait de leur neutralisation un objectif stratégique central. Ses services de sécurité, à commencer par le National Intelligence and Security Service (NISS), documentent la collusion entre le mouvement et Kinshasa, qui remonte selon eux jusqu'au sommet de l'État congolais. D'après plusieurs notes de renseignement consultées par *Africa Intelligence*, cette collaboration n'aurait jamais cessé, malgré les appels répétés de Kinshasa, en octobre 2025, au désarmement des FDLR. Ce que conteste le pouvoir de Félix Tshisekedi, qui juge à l'inverse que Kigali utilise les FDLR comme prétexte pour poursuivre son soutien à la rébellion.

Selon ces notes de renseignement, Omega s'appuie sur les responsables du "G2" et du "G3" pour discuter avec la RDC. Ses services auraient rencontré en mars 2026 le général-major Jacques Nduru Ychaligonza, chargé des opérations et du renseignement au sein des

FARDC. Au cours de cet entretien a été évoqué un projet de redéploiement des unités Foca depuis des zones contrôlées par les FARDC vers des territoires tenus par l'AFC-M23, dans le Rutshuru.

Contacté par *Africa Intelligence*, le général-major Jacques Nduru Ychaligonza assure pour sa part ne jamais avoir rencontré les représentants des FDLR. "J'ai moi-même rédigé, sur instruction écrite de l'autorité suprême (le président Tshisekedi), la consigne interdisant aux FARDC tout contact avec ces gens-là, affirme-t-il. Cette accusation n'a aucun sens." Avant d'ajouter que "les FDLR sont d'abord nuisibles pour le peuple congolais".

D'après ces documents, cette stratégie visait à accréditer l'idée que les principaux contingents FDLR se trouvent désormais dans les zones rebelles, permettant ainsi à Kinshasa de justifier auprès des médiateurs internationaux, en particulier de l'administration américaine de Donald Trump, l'absence d'opération de neutralisation du mouvement.

Ces assertions sont fermement réfutées par la partie congolaise, pour qui les seuls contacts avec les FDLR visaient avant tout à les inciter à se désarmer. Kigali pointe aussi les contacts entretenus par la présidence de Félix Tshisekedi avec certains anciens responsables du mouvement. C'est le cas de Faustin Murego, ex-conseiller d'Ignace Murwanashyaka aperçu récemment à Kinshasa, ainsi que de Thaddée Kwitonda, un ancien responsable des FDLR poursuivi en Belgique pour sa participation présumée au génocide de 1994.